



Mairie d'HOUPPEVILLE  
Rue Jean Jaurès  
Tel : 02.35.59.12.24  
Fax. : 02.35.59.96.53  
Mail mairie-houpeville@orange.fr

## **MAPA 2016-**

### **ENTRETIEN DES ESPACES VERTS**

## **CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES**

### **ARTICLE 1 : OBJET ET FORME DU MARCHÉ :**

#### ***1.1 : Objet du marché***

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) concernent les prestations d'entretien des espaces verts situés sur le territoire de la Commune de Houpeville.

Les surfaces mentionnées dans les documents afférents au dossier de consultation sont données à titre indicatif. Les candidats ayant la possibilité de procéder à la reconnaissance des sites dans le cadre de la consultation, le prestataire ne pourra élever aucune contestation sur cette base.

Les quantités afférentes aux prestations varient en fonction des besoins de la Commune, et, la périodicité des différentes prestations est variable, elle est déterminée par les caractéristiques et les usages propres à chaque site.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont détaillées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières et dans les plans de gestion.

#### ***1.2 : Forme du marché***

Le présent marché est passé sous la forme d'un marché sur procédure adaptée conformément à l'article 28 du Code des Marchés Publics.

Pour les prestations annuelles, le montant du marché sera déterminé sur la base du prix global et forfaitaire (document non contractuel). S'agissant des prestations ponctuelles, elles seront exécutées, sur la base de l'article 77 du Code des Marchés Publics, par le biais de bons de commande en se basant sur les prix énumérés au bordereau des prix unitaires sans montant minimum et pour un montant maximum de 4.000" HT par an.

Le présent marché consistant dans l'exécution de prestations similaires, il n'est pas procédé à la constitution de lots et le marché ne fait pas l'objet de tranches.

### **ARTICLE 2 : PARTIES CONTRACTANTES**

La Commune est représentée par son Maire en exercice domicilié en cette qualité à la Mairie, place Jean Jaurès à HOUPPEVILLE (76770).

Le titulaire du marché est représenté par la personne ayant signé l'acte d'engagement. En cas de groupement conjoint, le titulaire du marché est représenté par un mandataire.

### **ARTICLE 3 : DURÉE DU MARCHÉ**

Le marché est conclu pour une période de 1 an à compter de la notification du marché.

Le marché pourra être reconduit tacitement par période successive de 1 an avec un maximum de 2 reconductions. La reconduction du marché est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par la Commune au moins 3 mois avant la date d'anniversaire de la notification du marché. Le prestataire ne pourra pas s'opposer à la reconduction.

La durée globale du marché ne pourra pas dépasser 3 ans.

## **ARTICLE 4 : PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ**

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, elles prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

- L'acte d'engagement et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Commune fait seul foi
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Commune fait seul foi
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Commune fait seul foi
- La Décomposition du Prix Global et Forfaitaire (DPGF)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le mémoire technique du prestataire décrivant les modalités d'exécution des prestations et les performances en matière de protection de l'environnement
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de travaux
- Le Cahier des Clauses Techniques Générales applicables aux marchés publics de travaux et le fascicule 35 du Cahier des Clauses Techniques générales applicables aux marchés publics de travaux document annexé à l'arrêté du 30 mai 2012 et consultable sur le site internet du ministère du développement durable
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants postérieurs à la notification du marché

Les documents suivants font partie du marché mais ne sont pas contractuels :

- Les calendriers d'exécution des prestations
- Les plans de gestion et la cartographie
- Le plan de prévention
- Le Détail Quantitatif Estimatif

## **ARTICLE 5 : MODALITÉS D'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### ***5.1 : Demande de prestations***

Les dispositions afférentes aux prestations annuelles sont décrites à l'article 2.1 du Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Les prestations ponctuelles font quant à elles l'objet d'un bon de commande spécifique précisant :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro du marché
- La date et le numéro du bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- Les délais d'exécution des prestations
- Les lieux d'exécution des prestations
- Les délais laissés le cas échéant au titulaire pour formuler ses observations

Seuls les bons de commande signés par le représentant de la Commune pourront être honorés par le titulaire.

### ***5.2 : Délai d'exécution des prestations et prolongation***

Les stipulations relatives aux délais d'exécutions et aux modalités de prolongation figurent dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

### ***5.3 : Conditions d'exécution des prestations***

Les modalités d'exécution des prestations sont décrites au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

## **ARTICLE 6 : CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS ET ADMISSION**

### ***6.1 : Vérification des prestations***

La Commune procédera aux vérifications qualitatives et quantitatives des prestations effectuées suite à l'exécution des prestations en présence du représentant du titulaire.

Si les prestations exécutées ne sont pas conformes aux stipulations du marché et que le représentant du titulaire n'est pas présent lors des vérifications, ce dernier sera convoqué par mail ou par fax pour procéder à un constat. L'absence du représentant du titulaire ne fera pas obstacle à sa mise en demeure par fax par la Commune pour la reprise, dans les meilleurs délais et au maximum dans un délai de 2 jours ouvrés, des prestations exception faite des opérations de nettoyage ou des prestations pouvant provoquer des dommages pour lesquelles le prestataire devra intervenir immédiatement.

Passé le délai précité et nonobstant l'application de pénalités en cas d'absence du représentant du titulaire lors des vérifications et ou du constat, il sera appliqué une réfaction sur la situation de la prestation du mois en cours au regard de l'exécution non-conformes des prestations. Les prestations non exécutées seront quant à elle retranchées de la situation mensuelle.

### ***6.2 : Admission***

L'admission des prestations annuelles sera effectuée mensuellement au vu des fiches d'intervention hebdomadaires signées par le représentant du titulaire et celui de la Commune.

L'admission des prestations ponctuelles nécessitera la communication d'une fiche d'intervention signée par le représentant du prestataire et de la Commune. Cette fiche, dont le contenu est détaillé à l'article 8.4, validera la bonne exécution des prestations.

## **ARTICLE 7 : GARANTIES FINANCIÈRES ET AVANCE**

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée. Il ne sera pas procédé au versement d'avance.

## **ARTICLE 8 : PRIX DU MARCHÉ, VARIATION DE PRIX, RÈGLEMENT ET INTÉRÊTS MORATOIRES**

### ***8.1 : Contenu des prix***

Le titulaire est réputé, à la signature du présent marché, avoir notamment :

- Pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des prestations
- Procédé à la visite détaillée des sites et avoir pris parfaitement connaissance de toutes les conditions physiques et de toutes les sujétions relatives à l'exécution des prestations : accès, abords, nature des terrains etc
- Contrôlé toutes les indications des pièces du présent marché

Les prix des prestations comprennent toutes les sujétions et notamment :

- Les dispositifs nécessaires à la signalisation des travaux : balisage et signalisation des chantiers (panneaux, quilles, alternats etc)
- La signalisation des véhicules (tris flashes, bandes réfléchissantes etc)
- La fourniture des équipements de protection individuelle (combinaison, baudriers, maques, gants, caques, lunettes etc)
- Les éléments nécessaires à la sécurité du personnel en charge de l'exécution des prestations et des tiers
- Les démarches nécessaires à l'obtention des diverses autorisations administratives
- L'implantation et l'installation du chantier

Les prix remis par le prestataire incluent notamment les déplacements, l'amener, l'installation et le repli du matériel, la signalisation des chantiers.

En aucun cas, le prestataire ne pourra se prévaloir d'une omission ou d'une imprécision des pièces du marché pour prétendre au paiement en supplément ou se dispenser de l'exécution des prestations.

## **8.2 : Règlement des comptes**

Les prestations annuelles sont réglées par application d'un prix global forfaitaire, dont le libellé est donné dans la décomposition du prix global et forfaitaire, par acomptes mensuels répartis de façon égale sur douze mois. En cas de non exécution d'une prestation, le montant pour le site multiplié par la quantité pour le mois prévu dans le calendrier sera déduit de la mensualité.

Les prestations ponctuelles exécutées sur la base de bons de commandes seront rémunérées par application du prix unitaire fixé au bordereau des prix unitaires par rapport aux quantités réellement exécutées.

Les montants des sommes à régler au prestataire sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement de la facture.

## **8.3 : Modalités de variation des prix**

Les prix du marché seront réputés établis à la date du dépôt de l'offre par le candidat, ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix seront révisés annuellement à la date d'anniversaire du marché. La révision sera effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient  $C_n$  donné par la formule suivante :

$$C_n = 15,00\% + 85,00\% (I_n/I_0)$$

$I$  : est l'index EV4 Travaux d'entretien d'espaces verts (base 100 en 2008) publié sur le site de l'INSEE

$I_0$  : est la valeur de l'index  $I$  au mois afférent au dépôt de l'offre des candidats

$I_n$  : est la valeur de l'index  $I$  au mois de la date d'anniversaire de la notification du marché.

Les calculs intermédiaires et finaux seront effectués avec un maximum de 4 décimales. Pour chacun des calculs, les arrondis seront traités de la façon suivante :

- Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 0 et 4 (valeurs incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est inchangée (arrondi par défaut)
- Si la 5<sup>ème</sup> décimale est comprise entre 5 et 9 (valeurs incluses), la 4<sup>ème</sup> décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès)

Le coefficient final est arrondi au millième supérieur.

Les prix ainsi révisés seront fermes et invariables pendant un an à compter de la date d'anniversaire de la notification du marché.

## **8.4 : Modalités de règlement**

L'ordonnateur est le Maire de la Commune de Houpeville et le comptable assignataire des paiements est le trésorier de Maromme. L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants.

Les demandes de paiement devront parvenir par courrier à l'adresse suivante :

Mairie de Houpeville  
Place Jean Jaurès  
76770 HOUPEVILLE

## **Périodicité**

Les comptes seront réglés mensuellement. Pour cela, le titulaire transmettra à la Commune, au plus tard le 5 du mois suivant l'exécution des prestations, une demande de paiement :

- La nature et le montant des prestations annuelles. Ce montant sera facturé au 1/12 chaque mois sous réserve de la vérification et de l'admission des prestations décrites à l'article 6 du présent document.
- Les prestations ponctuelles sollicitées par le biais d'un bon de commande spécifique et exécutées le mois précédent la demande de paiement.

## **Pièces et contenu des pièces à transmettre**

Les demandes de paiement seront établies en 1 original et 1 copie portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du créancier
- L'identification du marché
- Le cas échéant le numéro de SIREN ou de SIRET
- Le cas échéant la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers
- Le numéro du compte bancaire ou postal
- Le numéro du bon de commande
- La date d'exécution des prestations
- La nature des prestations exécutées
- La désignation de l'organisme débiteur
- Le détail des prix unitaires lorsque l'indication de ces précisions est prévue par les documents particuliers du marché ou que, eu égard, aux prescriptions du marché, les prestations ont été effectuées de manière incomplète ou non conforme
- Le montant des prestations admises hors TVA établi conformément aux stipulations du marché
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération
- Le cas échéant, l'application des réfections fixés conformément aux dispositions du CCAG . FCS
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement lié au marché
- Le montant TTC des prestations exécutées
- La date de facturation
- En cas de groupement conjoint, le montant des prestations effectuées par chaque membre
- En cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, le taux de TVA, le montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC
- Le cas échéant, les indemnités, primes et retenues établies conformément aux stipulations du marché

Pour les prestations ponctuelles, la demande de paiement devra, en outre, comprendre les éléments suivants :

- La désignation de la ou des prestations sollicitées
- Les quantités exécutées
- Les postes du bordereau des prix unitaires
- La fiche d'intervention établie contradictoirement pour chaque site faisant l'objet du bon de commande reprenant la date du bon de commande, la date d'exécution des prestations, les réserves afférentes à l'exécution des prestations et les signatures du représentant de la Commune et du prestataire. L'absence de cette fiche qui vaut procès-verbal d'admission impliquera le rejet de la demande de paiement.

## **Paiement en cas de groupement et/ou de sous-traitants**

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement au titulaire et à ses sous-traitants. Cette répartition résulte de l'annexe à l'acte d'engagement ou d'un acte spécial.

En cas de cotraitance :

- En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations.
- En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

En cas de sous-traitance :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellé au nom de la Commune au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire dispose de 10 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et à la Commune.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la Commune accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. La Commune adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par la Commune de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé, ou, de l'expiration du délai de 10 jours précité si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par la Commune de l'avis postal mentionné au point 2 ci-dessus.
- La Commune informe le titulaire des paiements qu'elle effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le membre qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, le mandataire doit également signer la demande de paiement

### **8.5 : Délai global de paiement et intérêts moratoires**

A compter de la réception des factures ou des demandes de paiement, le délai global de paiement des sommes dues au(x) titulaire(s) et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) est de 30 jours.

Le taux des intérêts moratoires sera celui du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 7 points.

### **ARTICLE 9 : DÉSIGNATION DE SOUS-TRAITANT EN COURS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ**

Si l'acceptation d'un ou plusieurs sous-traitant(s) et l'agrément des conditions de paiement ne résultent pas de l'acte d'engagement, ces éléments sont constatés par un avenant ou un acte spécial signé par le représentant de la Commune et le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Le titulaire remet contre récépissé à la Commune ou lui adresse par lettre recommandée avec accusé de réception, une déclaration contenant les renseignements suivants :

- La nature des prestations sous-traitées
- Le nom, la raison sociale ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé
- Le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant
- Les capacités professionnelles et financières du sous-traitant
- Une attestation du sous-traitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction d'accéder aux marchés publics.

En outre, le titulaire établit qu'aucune cession ou nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle à au paiement direct du sous-traitant en produisant soit :

- L'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré
- Une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance



## **ARTICLE 10 : PRIME D'AVANCE, PÉNALITÉS ET RETENUS**

Il n'est pas prévu de prime d'avance.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire subira, en cas de retard ou de non exécution de la prestation, les pénalités ci-après définies :

<b><i>Prescriptions non respectées</i></b>	<b><i>Montant de la pénalité</i></b>
Retard dans la transmission du calendrier des interventions par jour	10"
Défaut de tenue à jour de la liste du personnel	20"
Défaut de ramassage et d'évacuation des détritux	40"
Défaut de ramassage et d'évacuation des produits de coupe	40"
Dépôt de toute nature sur la voirie publique, sur les allées	40"
Absence du titulaire lors des vérifications et ou du constat	40"
Non respect des plans de gestion par site	50"
Évacuation des déchets et détritux en décharge non agréée	80"
Absence d'équipement de protection individuelle par salarié	80"
Défaut de signalisation des chantiers, des véhicules ou signalisation non-conforme	80"
Retard dans l'exécution des prestations par jour de retard constaté au regard du calendrier ou de la date d'exécution figurant dans le bon de commande	100"

Les pénalités seront appliquées de plein droit sur simple constatation du non respect des prescriptions du présent marché. Elles seront notifiées au titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les pénalités précitées sont cumulables et ne dispensent pas d'éventuelles poursuites. Les montants de ces pénalités seront précomptés sur les acomptes versés au titulaire tout au long du marché.

Au-delà de 15 jours de retard à compter du lendemain de la date prévue pour l'exécution des prestations, ces dernières pourront être confiées à une autre entreprise. Le surcoût sera facturé au titulaire du marché, dans la limite de 2 fois le prix de la demande d'intervention, tel que prévu dans le Bordereau des Prix Unitaires du titulaire ou dans la Décomposition du Prix Global et Forfaitaire.

Enfin, si le prestataire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du Travail en matière de travail dissimulé, la Commune appliquera une pénalité correspondant à 10% du montant minimum du marché. Le montant ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du Travail en matière de travail dissimulé.

## **ARTICLE 11 : ASSURANCES**

Dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle. Pour cela, le prestataire fournira à la Commune une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police d'assurance contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

A tout moment durant l'exécution des prestations, le titulaire devra être en mesure de fournir, dans un délai de 15 jours à compter de la demande de la Commune, l'attestation précitée et le justificatif du paiement des primes afférentes aux assurances. Aucun règlement ne sera effectué dans le cas où le prestataire ne pourrait produire les éléments susvisés.

## **ARTICLE 12 : OBLIGATIONS**

Pendant toute la durée du contrat, le titulaire est seul responsable à l'égard des tiers des conséquences des actes de son personnel.

Le titulaire devra fournir tous les 6 mois jusqu'à l'expiration du marché :

- Une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires
- Une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'URSSAF ou de la MSA datant de moins de 6 mois
- Une attestation sur l'honneur que les prestations réalisées le sont par des salariés employés régulièrement au regard des articles L. 1221-10, L. 3243-2 et R. 3243-1 du Code du Travail
- Un extrait K Bis ou une carte d'identification au répertoire des métiers ou, pour les candidats en cours d'inscription, un récépissé de dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalités des entreprises

Il est interdit au titulaire de céder ou sous-traiter tout ou partie du présent marché sans y être expressément autorisé par la Commune.

### **ARTICLE 13 : PERSONNEL AFFECTÉ AUX PRESTATIONS**

Le prestataire devra tenir à jour la liste du personnel intervenant dans le cadre du marché. Cette liste pourra lui être demandée à tout moment.

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail. Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application du Code du Travail et avant tout commencement d'exécution, le titulaire doit remettre à la Commune une attestation sur l'honneur indiquant s'il a ou non l'intention de faire appel, pour l'exécution du marché, à des salariés de nationalité étrangère, et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France. Lors de l'exécution des prestations, les travailleurs étrangers doivent être munis de leur titre les autorisant à exercer une activité salariée en France, lorsque la possession de ce titre est exigée.

La proportion maximale des ouvriers d'aptitudes physiques restreintes rémunérées au dessous du taux normal des salaires par rapport au nombre total des ouvriers de la même catégorie employés sur le site ne peut excéder 10% et le maximum de réduction possible de leur salaire est fixé à 10%.

Le prestataire soumet son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation. Tout nouvel agent du prestataire doit être obligatoirement soumis à une visite médicale d'embauche avant sa prise de fonction ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

### **ARTICLE 14 : NANTISSEMENT ET CESSION DE CRÉANCES**

En cas de cession de créances ou de nantissement, il sera fait application des articles 106 et suivants du Code des Marchés Publics.

La personne habilitée à donner des renseignements prévus à l'article 109 du Code des Marchés Publics est Monsieur le Directeur Général des Services.

Le comptable assignataire des paiements est le Trésorier de Maromme.

### **ARTICLE 15 : RÉSILIATION DU MARCHÉ**

Seules les dispositions relatives au CCAG-FCS sont applicables.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article 142 du Code des Marchés Publics ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du Travail, il sera fait application aux torts exclusifs du titulaire des conditions de réalisation prévues par le CCAG-FCS.



## **ARTICLE 16 : LITIGES**

En cas de litige, l'autorité juridictionnelle compétente est le Tribunal Administratif de Rouen.

## **ARTICLE 17 : DÉROGATIONS AU CCAG-FCS**

L'article 6 déroge aux articles 24 et 25 du CCAG Marchés Publics de Travaux

L'article 10 déroge à l'article 20 du CCAG Marchés Publics de Travaux

A

Le

Mention manuscrite « Lu et approuvé sans modification »

Signature et cachet